

Prolifération de milices au Burkina Faso. Sabine Collet

Suite à un article dans le Monde Diplomatique (mai 2020) sur les milices au Burkina, j'ai consulté un rapport très détaillé de l'International Crisis Group sur ce sujet, publié le 24 fév 2020, et un rapport d'Amnesty International du 20 mars 2020, sur le massacre de Barga, apparemment perpétré par des milices « Koglweogo ». Je vous donnerai un aperçu de ces 3 publications, qui nous éclairent sur la complexité de la situation politique et sécuritaire du Burkina actuel.

1. Que constate-t-on ?

Dans le pays, les violences armées s'intensifient, sur fond de crise multiforme du monde rural. Des groupes armés prolifèrent (bandits, jihadistes, groupes d'autodéfense). En 2019, le Burkina est devenu le pays sahélien le plus ciblé par des attaques jihadistes.

Un cercle vicieux s'est installé : les jihadistes exploitent les frustrations du monde rural (absence de sécurité, questions foncières, corruption, etc.), les autorités recourent à la force et commettent des abus. L'absence de l'Etat dans de vastes régions favorise également la création de groupes d'autodéfense, ce qui aboutit à des violences intercommunautaires qui ne cessent de s'amplifier.

2. Contexte historique

Octobre 2014 : chute de l'ancien président Compaoré. La capacité de l'État à maintenir l'ordre dans les campagnes s'affaiblit encore davantage. La défiance populaire envers les élites s'accroît, les conflits fonciers prennent de l'ampleur, et des groupes d'autodéfense gagnent en puissance.

La plus importante de ces milices est celle des « koglweogo » (« gardiens de la brousse » en moore, langue des Mossis, l'ethnie majoritaire au Burkina). Cette milice est un ensemble de groupes, autonomes les uns des autres, apparus dans les années 1990, pour lutter contre l'insécurité quotidienne dans les villages (larcins, vols, cambriolages etc.) . Après la chute de Compaoré ces groupes Koglweogo se sont multipliés à une vitesse vertigineuse. Aujourd'hui le pays compterait près de 4500 groupes (entre 20 000 et 45 000 membres). Ce sont essentiellement des Mossis, et leur présence suscite des tensions dans les régions de l'est, du nord et de l'ouest, qui abritent d'autres ethnies.

Un autre groupe, bien connu en Afrique de l'Ouest, est celui des « chasseurs dozos ». Il s'agit à l'origine d'une confrérie, vieille de plusieurs siècles, qui assure la protection des villageois, régule la chasse et pratique la médecine traditionnelle. Avec le temps, cette société initiatique s'est transformée en une milice qui s'est substituée à la police absente, et qui participe aux conflits armés des états défaillants. Ainsi ils étaient responsables de nombreux morts en Côte d'Ivoire pendant la guerre civile, et actuellement il font la loi au centre du Mali (massacres de Peuls). Il est à craindre que les 17 000 dozos burkinabé soient aussi bientôt entraînés dans la spirale de violence.

Octobre 2015 : Première attaque d'un groupe jihadiste. Depuis on peut parler d'un mouvement insurrectionnel au centre- nord et à l'est , en liaison avec la crise au Mali.

Les autorités burkinabé ont eu tendance à sous-estimer la menace.Elles considéraient que les groupes jihadistes étaient d'origine libyenne, puis malienne, et qu'ils étaient entretenus par des réseaux proches de l'ancien président Compaoré.

3. Contexte social

L'insurrection de 2014 a révélé (entre autres) les fractures internes du monde rural et a accentué le délitement de l'État dans les campagnes. Certaines autorités coutumières et municipales sont

ouvertement accusées d'avoir des comportements prédateurs.

Le problème de base est l'accès aux terres et aux ressources naturelles. Les tensions foncières ont toujours existé au Burkina, mais elles prennent une dimension inquiétante sous le nouveau gouvernement. De multiples facteurs l'expliquent : croissance démographique, migration agricole interne, appauvrissement de certains sols (changement climatique), projets agricoles mal conçus qui aiguisent les convoitises, spéculation foncière.

Le problème est ancien . 1990 : privatisation des réserves de chasse ; 1997 : Code forestier qui restreint l'accès à des espaces vitaux pour les habitants des campagnes. Certains paysans ont basculé dans le banditisme, de nombreux chasseurs se sont mis à braconner. Aujourd'hui, les jihadistes profitent de ce contexte en promettant aux agriculteurs de leur rendre l'accès aux terres.

En ce qui concerne les terres proprement agricoles, les tensions sont récurrentes depuis des décennies. Les habitants du Nord et de l'Ouest , ayant prêté leur terres à des migrants mossis au début du siècle, essaient de récupérer leur bien, mais la nouvelle loi de 2009 sur le foncier fragilise le droit à la propriété des autochtones.

De leur côté, les éleveurs et pasteurs peinent à asseoir leurs droits sur les espaces pastoraux. Leurs terres sont grignotées par l'agriculture et la spéculation foncière, leurs itinéraires obstrués. Ceci a nourri le développement de groupes d'autodéfense, phénomène qui mine progressivement la cohésion sociale.

Un autre problème rural, lié au précédent, est celui de l'insécurité due au banditisme. Elle s'est accentuée depuis des années 2000, en particulier à l'Est et au Centre- Nord, où opèrent de nombreux gangs spécialisés dans le vol de bétail et des coupeurs de route. Ceci a pris une telle ampleur que certains axes routiers ne sont plus empruntés par les habitants.

Le banditisme rural a pris l'Etat de court. Les opérations d'antibanditisme ont eu peu d'effets, par manque de préparation des forces de défense et la corruption omniprésente. D'autres mesures, comme l'ILS (=initiatives locales de sécurité) , créées en 2010, n'ont pas eu de résultats (manque de budget, lenteurs institutionnelles).

Face à l'impuissance de l'État, les communautés se sont réappropriées la lutte contre l'insécurité avec la formation des Koglweogo (voir ci-dessus) surtout au Centre, au Nord et à l'Est, et ceci avec l'aval des autorités coutumières locales. Leur brutalité envers les suspects suscite soit indifférence , soit approbation parmi les habitants, qui aspirent à des formes efficaces de justice populaire.

Cette milice s'est progressivement arrogé de nouvelles prérogatives : fiscalité, justice, police. Ils sont devenus « maîtres de la brousse », jugent, prélèvent des taxes et infligent des amendes. Comble : les autorités ont fait appel à eux pour contrer les Dozo dans l'Ouest (voir ci-dessus), suspectés de proximité avec l'ancien président Compaoré.

4. L'apparition du jihadisme

Le Burkina est devenu un des principaux théâtres de l'activité jihadiste au Sahel depuis 2015. Une partie des autorités pense que les jihadistes sont manipulés par l'ancienne classe dirigeante, mais ceci n'est pas un facteur explicatif majeur. Les jihadistes ont trouvé dans la crise rurale un terrain propice à leur expansion . Ils recrutent parmi les victimes de l'insécurité foncière, comme parmi les bandits de grand chemin. Centré principalement au Nord, à l'Est et au Centre-Nord, le mouvement progresse par essaimage, et la multiplication des foyers insurrectionnels nourrit le sentiment d'un encerclement de la capitale.

Grosso modo trois groupes jihadistes opèrent au Burkina : le groupe local Ansarul Islam, formation autonome au départ, et proprement burkinabé, puis 2 groupes originaires du Mali, EIAO (Etat islamique en Afrique de l'Ouest) et le GSIM (Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans). Plus tard, les attaques d'Ansarul Islam vont être revendiquées par le GSIM. Ce dernier est lié à Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI).

Ces groupes couvrent dans leurs attaques une grande partie du territoire, ils coopèrent souvent ensemble, et l'existence d'un groupe de combattants burkinabé en leur sein fait qu'on peut parler d'un phénomène endogène (et non pas d'un mouvement étranger, importé de l'extérieur.)

Il existe des divergences entre les deux : les attaques contre des civils et des lieux de culte chrétiens sont plutôt l'œuvre de l'EIAO. Depuis la fin de 2019, on observe des tensions croissantes entre les deux formations. Du point de vue logistique, l'EIAO semble moins dépendant de l'organisation mère au Mali.

Pour la plupart des combattants et chefs d'unité, l'agenda religieux est marginal par rapport aux objectifs politiques et communautaires. Les individus recrutés n'ont pas le profil-type du jihadiste: ce sont des habitants qui cherchent valoir leurs droits fonciers, des orpailleurs qui n'ont plus d'accès aux mines, ou même des bandits qui cherchent un appui. Très souvent il s'agit de Peuls expropriés sans compensation.

Les groupes armés jihadistes sont actuellement très mobiles, et il est à craindre qu'ils se replient dans des zones plus calmes, plus au sud du pays. Mais, vu que leur violence s'explique par des facteurs sociaux, une réponse purement militaire ne peut pas traiter les causes du problème.

Sources : crisisgroup.org du 24 fév 2020 . « Sortir de la spirale de violence »

Remi Carayol : Les milices prolifèrent au Burkina Faso. Le Monde Diplo de mai 2020

amnesty.org du 20 mars 2020 , « Burkina Faso. Les récits de témoins confirment que le massacre de Barga a été perpétré par un groupe armé »